



États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

BRP inc.

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

BRP inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT NET

[non audité]
[en millions de dollars canadiens, sauf les données par action]

	Notes	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
		31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenus	15	1 459,5 \$	1 207,0 \$	2 793,2 \$	2 343,7 \$
Coût des ventes		1 131,7	926,9	2 164,8	1 782,0
Marge brute		327,8	280,1	628,4	561,7
Charges d'exploitation					
Vente et marketing		91,8	79,0	189,0	162,0
Recherche et développement		55,9	51,0	113,4	106,6
Frais généraux et administratifs		65,9	49,1	118,1	97,8
Autres charges (revenus) d'exploitation	16	4,3	(1,8)	9,0	6,3
Total des charges d'exploitation		217,9	177,3	429,5	372,7
Bénéfice d'exploitation		109,9	102,8	198,9	189,0
Frais financiers	17	21,2	25,6	41,9	39,7
Produits financiers	17	(0,8)	0,7	(1,6)	(1,9)
(Gain) perte de change sur la dette à long terme		(25,3)	17,3	0,4	58,8
Bénéfice avant impôt		114,8	59,2	158,2	92,4
Charge d'impôt	18	21,5	18,2	41,1	38,0
Bénéfice net		93,3 \$	41,0 \$	117,1 \$	54,4 \$
Montant attribuable aux actionnaires		93,4 \$	40,7 \$	117,4 \$	54,0 \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(0,1) \$	0,3 \$	(0,3) \$	0,4 \$
Bénéfice de base par action	14	0,97 \$	0,41 \$	1,22 \$	0,54 \$
Bénéfice dilué par action	14	0,96 \$	0,41 \$	1,21 \$	0,54 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.



BRP inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

[non audité]
[en millions de dollars canadiens]

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Bénéfice net	93,3 \$	41,0 \$	117,1 \$	54,4 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)				
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat				
Variations nettes de la juste valeur des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(1,4)	(3,6)	1,0	2,7
Variation nette de la perte latente à la conversion des établissements à l'étranger	(7,7)	(7,4)	(10,4)	(7,5)
(Charge) économie d'impôt	(0,4)	0,7	(1,0)	(0,7)
	(9,5)	(10,3)	(10,4)	(5,5)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat				
Gains actuariels (pertes actuarielles) sur les régimes de retraite à prestations définies	(39,4)	12,6	(54,8)	20,4
Profit (perte) sur la juste valeur des placements à utilisation restreinte	0,4	(0,2)	0,7	(0,2)
(Charge) économie d'impôt	10,2	(3,4)	14,1	(5,4)
	(28,8)	9,0	(40,0)	14,8
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(38,3)	(1,3)	(50,4)	9,3
Total du bénéfice global	55,0 \$	39,7 \$	66,7 \$	63,7 \$
Montant attribuable aux actionnaires	55,2 \$	39,6 \$	67,1 \$	63,4 \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,2) \$	0,1 \$	(0,4) \$	0,3 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.



BRP inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

[non audité]
[en millions de dollars canadiens]

	Notes	Au 31 juillet 2019	Au 31 janvier 2019
Trésorerie		270,4 \$	100,0 \$
Créances clients et autres débiteurs		280,9	388,3
Impôt et crédits d'impôt à l'investissement à recevoir		19,1	13,6
Autres actifs financiers	4	13,9	12,8
Stocks	5	1 075,6	946,2
Autres actifs courants		27,2	24,9
Total des actifs courants		1 687,1	1 485,8
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir		12,1	14,5
Autres actifs financiers	4	21,9	20,0
Immobilisations corporelles		900,4	905,1
Immobilisations incorporelles		490,4	478,7
Actifs au titre de droits d'utilisation	6	188,2	—
Impôt différé		200,8	169,6
Autres actifs non courants		4,4	3,5
Total des actifs non courants		1 818,2	1 591,4
Total de l'actif		3 505,3 \$	3 077,2 \$
Fourisseurs et charges à payer		1 028,4 \$	1 003,5 \$
Provisions	8	421,9	408,6
Autres passifs financiers	9	128,1	108,3
Impôt à payer		38,2	68,3
Revenus différés		68,0	71,3
Tranche courante de la dette à long terme	10	19,6	18,4
Tranche courante des obligations locatives	6	28,9	—
Total des passifs courants		1 733,1	1 678,4
Dette à long terme	10	1 624,7	1 197,1
Obligations locatives	6	184,3	—
Provisions	8	106,7	111,6
Autres passifs financiers	9	27,7	28,4
Revenus différés		137,5	129,7
Passifs découlant des avantages sociaux futurs du personnel		286,8	237,1
Impôt différé		0,8	0,9
Autres passifs non courants		18,3	16,8
Total des passifs non courants		2 386,8	1 721,6
Total du passif		4 119,9	3 400,0
Déficit		(614,6)	(322,8)
Total du passif et du déficit		3 505,3 \$	3 077,2 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.



BRP inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

[non audité]

[en millions de dollars canadiens]

Pour le semestre terminé le 31 juillet 2019

	Attribués aux actionnaires					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total du déficit
	Capital social (note 11)	Surplus d'apport	Pertes accumulées	Conversion des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie			
Solde au 31 janvier 2019, tel que présenté antérieurement	217,8 \$	38,3 \$	(596,3) \$	17,0 \$	(4,8) \$	(328,0) \$	5,2 \$	(322,8) \$
Ajustement au titre d'IFRS 16 (déduction faite de l'impôt) (note 6)	—	—	(16,7)	—	—	(16,7)	(0,1)	(16,8)
Solde au 1^{er} février 2019	217,8	38,3	(613,0)	17,0	(4,8)	(344,7)	5,1	(339,6)
Bénéfice net (perte nette)	—	—	117,4	—	—	117,4	(0,3)	117,1
Autres éléments de perte globale	—	—	(40,0)	(10,3)	—	(50,3)	(0,1)	(50,4)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	77,4	(10,3)	—	67,1	(0,4)	66,7
Dividendes	—	—	(19,4)	—	—	(19,4)	—	(19,4)
Émission d'actions à droit de vote subalterne	3,4	(1,1)	—	—	—	2,3	—	2,3
Rachat d'actions à droit de vote subalterne (note 11)	(34,0)	—	(296,9)	—	—	(330,9)	—	(330,9)
Rémunération fondée sur des actions	—	6,3 ^[a]	—	—	—	6,3	—	6,3
Solde au 31 juillet 2019	187,2 \$	43,5 \$	(851,9) \$	6,7 \$	(4,8) \$	(619,3) \$	4,7 \$	(614,6) \$

^[a] Inclut une économie d'impôt de 0,2 million de dollars.

Pour le semestre terminé le 31 juillet 2018

	Attribués aux actionnaires					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total du déficit
	Capital social	Surplus d'apport	Pertes accumulées	Conversion des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie			
Solde au 31 janvier 2018	234,8	(7,8)	(551,8)	27,7	0,1	(297,0)	5,0	(292,0)
Bénéfice net	—	—	54,0	—	—	54,0	0,4	54,4
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	14,8	(7,4)	2,0	9,4	(0,1)	9,3
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	—	68,8	(7,4)	2,0	63,4	0,3	63,7
Dividendes	—	—	(17,9)	—	—	(17,9)	—	(17,9)
Émission d'actions à droit de vote subalterne	8,0	(2,7)	—	—	—	5,3	—	5,3
Rachat d'actions à droit de vote subalterne	(26,4)	38,6	(223,0)	—	—	(210,8)	—	(210,8)
Rémunération fondée sur des actions	—	6,0 ^[a]	—	—	—	6,0	—	6,0
Solde au 31 juillet 2018	216,4 \$	34,1 \$	(723,9) \$	20,3 \$	2,1 \$	(451,0) \$	5,3 \$	(445,7) \$

^[a] Inclut une économie d'impôt de 0,4 million de dollars.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.



BRP inc.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

[non audité]

[en millions de dollars canadiens]

	Notes	Semestres terminés les	
		31 juillet 2019	31 juillet 2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice net		117,1 \$	54,4 \$
Éléments hors exploitation et sans effet de trésorerie :			
Dotation à l'amortissement		111,5	80,4
Charge d'impôt	18	41,1	38,0
Perte de change sur la dette à long terme		0,4	58,8
Charges d'intérêts et coûts de transaction	17	36,7	34,1
Autres		2,6	1,4
Flux de trésorerie provenant des opérations avant la variation du fonds de roulement		309,4	267,1
Variation du fonds de roulement :			
Diminution des créances clients et autres débiteurs		101,7	87,6
Augmentation des stocks		(146,1)	(121,5)
Augmentation des autres actifs		(8,4)	(17,4)
Augmentation des fournisseurs et charges à payer		32,2	5,3
Augmentation des autres passifs financiers		21,4	3,8
Augmentation des provisions		10,6	12,6
Augmentation des autres passifs		6,4	2,8
Flux de trésorerie provenant des opérations		327,2	240,3
Impôt payé, déduction faite des remboursements		(81,0)	(38,3)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		246,2	202,0
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise		—	(80,1)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(95,2)	(98,1)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(24,2)	(4,1)
Autres		(0,3)	0,1
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement		(119,7)	(182,2)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission de la dette à long terme	10	454,0	144,4
Frais de renégociation de la dette à long terme	10	(6,5)	(8,9)
Remboursement de la dette à long terme	10	(6,4)	(5,5)
Remboursement d'obligations locatives	6	(15,3)	—
Intérêts payés		(34,8)	(24,1)
Émission d'actions à droit de vote subalterne		2,3	5,3
Rachat d'actions à droit de vote subalterne	11	(330,0)	(248,6)
Dividendes versés		(19,4)	(17,9)
Autres		(3,0)	(1,8)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement		40,9	(157,1)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie		3,0	0,9
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		170,4	(136,4)
Trésorerie au début de la période		100,0	226,0
Trésorerie à la fin de la période		270,4 \$	89,6 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.



BRP inc.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

1. NATURE DES ACTIVITÉS

BRP inc. (« BRP ») a été constituée en société par actions en vertu des lois du Canada. Les actions à droit de vote multiple de BRP sont détenues par Beaudier Inc. et 4338618 Canada Inc. (collectivement, le « groupe Beaudier »), par Bain Capital Luxembourg Investments S.à r.l. (« Bain Capital ») et par la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « CDPQ ») (collectivement, les « actionnaires principaux »), tandis que les actions à droit de vote subalterne de BRP sont inscrites au Canada à la Bourse de Toronto sous le symbole « DOO » et aux États-Unis à la Bourse Nasdaq Global Select Market sous le symbole « DOOO ».

BRP et ses filiales (la « Société ») conçoivent, développent, fabriquent et vendent des véhicules récréatifs motorisés et des produits marins. Le secteur Groupe sports motorisés de la Société comprend la catégorie des produits toutes saisons, qui se compose des véhicules tout-terrain, des véhicules côte à côte et des véhicules à trois roues; la catégorie des produits saisonniers, qui comprend des motoneiges et des motomarines; et la catégorie des PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour fabricants d'équipement d'origine (« OEM »), qui comprend les pièces, accessoires et vêtements (les « PAV »), les moteurs pour les karts, les motocyclettes et les avions récréatifs ainsi que les autres services. En outre, le secteur Groupe marin de la Société comprend des moteurs hors-bord et à jet à injection directe pour bateaux, des bateaux et des PAV et autres services connexes. Les produits de la Société sont vendus principalement par l'intermédiaire d'un réseau de concessionnaires et de distributeurs indépendants et sont aussi vendus à des fabricants d'équipement (les « Clients »). La Société distribue ses produits mondialement et les fabrique au Canada, au Mexique, en Autriche, aux États-Unis et en Finlande.

Le siège social de la Société est situé au 726, rue Saint-Joseph, Valcourt (Québec) J0E 2L0.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018 ont été préparés selon des méthodes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS ») et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018 ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles qui ont été utilisées pour préparer les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 janvier 2019, sauf en ce qui concerne l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, décrite ci-dessous, à la note 6, et, par conséquent, ils devraient être lus parallèlement à ces derniers.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les états financiers de BRP et de ses filiales. BRP exerce le contrôle sur toutes ses filiales entièrement détenues au moyen de blocs de droits de vote (à l'exception de Regionales Innovations Centrum GmbH, située en Autriche, pour laquelle une participation sans contrôle de 25 % a été comptabilisée au moment de la consolidation, et de BRP Commerce & Trade Co. Ltd, située en Chine, pour laquelle une participation sans contrôle de 20 % a été comptabilisée au moment de la consolidation). BRP fait aussi partie de coentreprises situées en Autriche. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

2. MODE DE PRÉSENTATION [SUITE]

Les revenus et le bénéfice d'exploitation de la Société subissent d'importantes fluctuations d'un trimestre à l'autre. En général, les ventes en gros de produits de la Société sont plus élevées au cours de la période précédant immédiatement leur saison d'utilisation et au cours de cette saison. Toutefois, la composition des produits vendus peut parfois varier grandement lorsque la demande, le lancement de nouveaux produits et modèles et le calendrier de production pour certains types de produits évoluent au cours d'une saison donnée ou dans une région donnée.

Le 28 août 2019, le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Modifications à IFRS 3, Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Ces modifications précisent la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'un actif, et elles s'appliquent aux transactions de la Société dont la date d'acquisition est le 1^{er} février 2020 ou une date ultérieure. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Autres normes ou modifications

L'IASB a publié d'autres normes ou modifications aux normes existantes qui ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

4. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les autres actifs financiers de la Société s'établissent comme suit :

	31 juillet 2019	31 janvier 2019
Placements à utilisation restreinte ^[a]	16,1 \$	15,7 \$
Instruments financiers dérivés	5,2	3,4
Autres	14,5	13,7
Total des autres actifs financiers	35,8 \$	32,8 \$
Tranche courante	13,9	12,8
Tranche non courante	21,9	20,0
Total des autres actifs financiers	35,8 \$	32,8 \$

^[a] Les placements à utilisation restreinte sont des obligations négociées en bourse qui ne peuvent servir qu'à payer les indemnités de départ et les charges de retraite relatives aux régimes de retraite en Autriche, et ne peuvent être utilisés à des fins générales.

La portion non courante est principalement attribuable aux placements à utilisation restreinte.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

5. STOCKS

Les stocks de la Société s'établissent comme suit :

	31 juillet 2019	31 janvier 2019
Matériaux et travaux en cours	458,6 \$	396,6 \$
Produits finis	372,7	339,5
Pièces, accessoires et vêtements	244,3	210,1
Total des stocks	1 075,6 \$	946,2 \$

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 31 juillet 2019, la Société a comptabilisé aux états consolidés intermédiaires résumés du résultat net une réduction de valeur des stocks de 3,2 millions de dollars et de 7,6 millions de dollars, respectivement (2,5 millions de dollars et 6,6 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2018).

6. CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board a publié IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir relativement aux contrats de location tant pour les bailleurs que pour les preneurs. IFRS 16 présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative évalués à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs dans les états de la situation financière, et ce pour la plupart des contrats de location de la Société considérés comme des contrats de location simple en vertu d'IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »). Une dotation à l'amortissement relative à l'actif au titre du droit d'utilisation et des charges d'intérêts au titre de l'obligation locative remplacent la charge au titre des contrats de location simple. IFRS 16 modifie la présentation des flux de trésorerie liés aux contrats de location dans les tableaux des flux de trésorerie, mais n'entraîne pas de différence dans les montants de trésorerie transférés entre les parties d'un contrat de location.

La Société a décidé d'appliquer cette norme rétrospectivement et comptabilisera l'effet cumulatif de son application initiale de la norme comme un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1^{er} février 2019, soit la date de première application, conformément aux règles de transition d'IFRS 16. Par conséquent, la Société n'a pas retraité les données comparatives. La méthode employée consiste à évaluer l'actif au titre de droit d'utilisation à la date de transition comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, puis en l'actualisant à l'aide du taux d'emprunt marginal à la date d'application initiale.

La Société a appliqué la norme aux contrats antérieurement identifiés comme des contrats de location en vertu d'IAS 17 et d'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (« IFRIC 4 »), à la date de première application, et a maintenu les évaluations des contrats de location effectuées en vertu d'IAS 17 et d'IFRIC 4. Par conséquent, la définition de contrat de location en vertu d'IFRS 16 a été appliquée seulement aux contrats conclus ou modifiés après le 1^{er} février 2019.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

6. CONTRATS DE LOCATION [SUITE]

Lors de l'application initiale, la Société a également appliqué les mesures de simplification visant à utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation, à s'appuyer sur l'évaluation qu'elle a faite de ses contrats de location immédiatement avant la date de première application au lieu d'effectuer un test de dépréciation pour déterminer si des contrats sont déficitaires, à exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation, ainsi qu'à ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives, mais plutôt à comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives qui s'y rattachent comme une seule composante, de nature locative.

À la suite de l'adoption d'IFRS 16, la Société a révisé sa méthode comptable pour les contrats de location. La méthode révisée se présente comme suit :

À la date de passation du contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Les contrats de location sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives à la date de début du contrat de location. Les paiements associés aux contrats de location à court terme (soit les contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins) et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont passés en charges.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas effectués à la date de début du contrat de location, actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Les obligations locatives comprennent la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants (s'il y a lieu) :

- les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location;
- les paiements de loyers variables fondés sur un indice ou un taux;
- les montants que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice des options d'achat si la Société a la certitude raisonnable de les exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, sauf si la Société a la certitude raisonnable de ne pas résilier ce contrat avant terme.

Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée, et un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, d'un changement de l'estimation d'une garantie de valeur résiduelle ou d'un changement de l'hypothèse relative aux options d'achat, de prolongation ou de résiliation. L'obligation locative est également réévaluée lorsque le contrat de location sous-jacent est modifié.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

6. CONTRATS DE LOCATION [SUITE]

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, ce qui comprend l'évaluation initiale de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers effectués à la date de début du contrat ou avant cette date, ainsi que les coûts directs initiaux, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du contrat et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent. Ces actifs sont amortis à compter de la date de début du contrat de location.

Après l'adoption d'IFRS 16, la direction a dû formuler les estimations et les jugements ci-dessous.

La direction formule des estimations pour déterminer le taux d'emprunt marginal utilisé pour évaluer l'obligation locative pour chaque contrat de location lorsque le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Le taux d'emprunt marginal doit correspondre au taux d'intérêt que la Société aurait à payer pour emprunter le même actif pour une durée et une garantie similaires.

À la date de début du contrat, lorsqu'elle détermine la durée du contrat, la direction tient compte de tous les faits et circonstances faisant que la Société a un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation. Des options de prolongation ou des périodes assujetties aux options de résiliation sont incluses dans la durée du contrat de location uniquement s'il existe une certitude raisonnable que ce dernier sera prolongé ou qu'il ne sera pas résilié. Cette évaluation est révisée s'il se produit un changement de circonstances important qui dépend de la volonté de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

6. CONTRATS DE LOCATION [SUITE]

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière au 1^{er} février 2019 s'établit comme suit :

	Données présentées au 31 janvier 2019	Incidence de la transition à IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} février 2019
Trésorerie	100,0 \$	— \$	100,0 \$
Créances clients et autres débiteurs	388,3	—	388,3
Impôt et crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	13,6	—	13,6
Autres actifs financiers	12,8	—	12,8
Stocks	946,2	—	946,2
Autres actifs courants	24,9	(0,9)	24,0
Total des actifs courants	1 485,8	(0,9)	1 484,9
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	14,5	—	14,5
Autres actifs financiers	20,0	—	20,0
Immobilisations corporelles	905,1	(7,3) ^[a]	897,8
Immobilisations incorporelles	478,7	(0,7) ^[b]	478,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	192,4	192,4
Impôt différé	169,6	6,6	176,2
Autres actifs non courants	3,5	—	3,5
Total des actifs non courants	1 591,4	191,0	1 782,4
Total de l'actif	3 077,2 \$	190,1 \$	3 267,3 \$
Fournisseurs et charges à payer	1 003,5 \$	— \$	1 003,5 \$
Provisions	408,6	—	408,6
Autres passifs financiers	108,3	(0,1)	108,2
Impôt à payer	68,3	—	68,3
Revenus différés	71,3	—	71,3
Tranche courante de la dette à long terme	18,4	(1,6) ^[c]	16,8
Tranche courante des obligations locatives	—	29,9	29,9
Total des passifs courants	1 678,4	28,2	1 706,6
Dette à long terme	1 197,1	(7,5) ^[c]	1 189,6
Obligations locatives	—	187,2	187,2
Provisions	111,6	—	111,6
Autres passifs financiers	28,4	(1,0)	27,4
Revenus différés	129,7	—	129,7
Passifs découlant des avantages sociaux futurs du personnel	237,1	—	237,1
Impôt différé	0,9	—	0,9
Autres passifs non courants	16,8	—	16,8
Total des passifs non courants	1 721,6	178,7	1 900,3
Total du passif	3 400,0	206,9	3 606,9
Déficit	(322,8)	(16,8)	(339,6)
Total du passif et du déficit	3 077,2 \$	190,1 \$	3 267,3 \$

^[a] De l'équipement loué totalisant 4,7 millions de dollars et des bâtiments loués totalisant 2,6 millions de dollars en vertu d'IAS 17 ont été reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation en vertu d'IFRS 16.

^[b] Des logiciels et des licences loués totalisant 0,7 million de dollars en vertu d'IAS 17 ont été reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation en vertu d'IFRS 16.

^[c] Des obligations en vertu de contrats de location-financement totalisant 9,1 millions de dollars en vertu d'IAS 17 ont été reclassées dans les obligations locatives en vertu d'IFRS 16.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

6. CONTRATS DE LOCATION [SUITE]

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué à ces obligations locatives au 1^{er} février 2019 s'est établi à 4,12 %. Avant l'adoption d'IFRS 16, les engagements minimaux de la Société en vertu de contrats de location simple au 31 janvier 2019 s'établissaient à 249,5 millions de dollars. L'écart entre ce montant et les obligations locatives de 217,1 millions de dollars au 1^{er} février 2019 est principalement attribuable à l'incidence de l'actualisation des paiements de loyers minimaux.

Les principales activités de location de la Société sont attribuables à ses usines de fabrication situées en Finlande et au Mexique, à ses bureaux situés au Canada ainsi qu'à ses entrepôts servant à la distribution de pièces, d'accessoires et de vêtements.

Le tableau suivant illustre les variations des actifs au titre de droits d'utilisation au cours du semestre terminé le 31 juillet 2019.

	Valeur comptable au 1 ^{er} février 2019		Acquisitions	Amortissement	Effet des variations des taux de change			Valeur comptable au 31 juillet 2019		
					de change	Autres				
Bâtiments et terrains	171,4	\$	8,7	\$	(11,5)	\$	(1,2)	\$	167,2	\$
Équipement	20,0		4,5		(4,1)		(0,1)		20,1	
Autres	1,0		—		(0,1)		—		0,9	
Total	192,4	\$	13,2	\$	(15,7)	\$	(1,3)	\$	188,2	\$

Le tableau suivant illustre les variations des obligations locatives au cours du semestre terminé le 31 juillet 2019.

	Valeur comptable au 1 ^{er} février 2019		Émission	Intérêts	Remboursement ^[a]	Effet des variations des taux de change			Valeur comptable au 31 juillet 2019					
						de change	Autres							
Obligations locatives	217,1	\$	13,2	\$	4,4	\$	(19,7)	\$	(1,4)	\$	(0,4)	\$	213,2	\$

^[a] Comprend les intérêts payés de (4,4) millions de dollars.

7. FACILITÉS DE CRÉDIT RENOUVELABLES

Le 14 mars 2019, la Société a modifié ses facilités de crédit renouvelables de 575,0 millions de dollars afin d'augmenter de 125,0 millions de dollars le montant pouvant être prélevé sur celles-ci, soit un montant total de 700,0 millions de dollars, de reporter leur échéance de mai 2023 à mai 2024 et d'améliorer la grille de prix (les « facilités de crédit renouvelables »). La Société a engagé des frais de transaction de 1,5 million de dollars relatifs à cette modification, qui sont amortis sur la durée prévue des facilités de crédit renouvelables.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

7. FACILITÉS DE CRÉDIT RENOUVELABLES [SUITE]

Les taux d'intérêt applicables varient en fonction d'un ratio de levier financier défini dans la convention concernant les facilités de crédit renouvelables comme étant le ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie consolidés de la Société (le « ratio de levier financier »). Les taux d'intérêt applicables s'établissent comme suit :

- i) le montant en dollars américains
 - a) au taux LIBOR majoré de 1,45 % à 3,00 % par année, ou
 - b) au taux de base américain majoré de 0,45 % à 2,00 % par année, ou
 - c) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,45 % à 2,00 % par année;
- ii) le montant en dollars canadiens
 - a) au taux des acceptations bancaires majoré de 1,45 % à 3,00 % par année, ou
 - b) au taux préférentiel du Canada majoré de 0,45 % à 2,00 % par année;
- iii) le montant en euros au taux EURIBOR majoré de 1,45 % à 3,00 % par année.

De plus, la Société paie des commissions d'engagement de 0,25 % à 0,40 % par année sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables.

Au 31 juillet 2019, les coûts d'emprunt en vertu des facilités de crédit renouvelables s'établissent comme suit :

- i) le montant en dollars américains
 - a) au taux LIBOR majoré de 1,70 % par année, ou
 - b) au taux de base américain majoré de 0,70 % par année, ou
 - c) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,70 % par année;
- ii) le montant en dollars canadiens
 - a) au taux des acceptations bancaires majoré de 1,70 % par année, ou
 - b) au taux préférentiel du Canada majoré de 0,70 % par année;
- iii) le montant en euros au taux EURIBOR majoré de 1,70 % par année.

Au 31 juillet 2019, les commissions d'engagement sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables s'établissaient à 0,25 % par année.

La Société doit maintenir, dans certaines circonstances, un ratio minimal de couverture des charges fixes. De plus, le total des emprunts disponibles est assujéti, en vertu des facilités de crédit renouvelables, à un calcul de la capacité d'emprunt correspondant à la somme de 75 % de la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de 50 % de la valeur comptable des stocks.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2018, la Société a refinancé ses facilités de crédit renouvelables de 475,0 millions de dollars afin d'augmenter de 100,0 millions de dollars le montant pouvant être prélevé sur celles-ci, soit un montant total de 575,0 millions de dollars, de reporter leur échéance de juin 2021 à mai 2023 et de diminuer les coûts d'emprunt de 0,25 %. La Société a engagé des frais de transaction de 2,6 millions de dollars relatifs à ce refinancement.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

8. PROVISIONS

Les provisions de la Société s'établissent comme suit :

	31 juillet 2019	31 janvier 2019
Provisions relatives aux produits vendus	468,3 \$	462,1 \$
Restructuration	2,4	0,6
Autres	57,9	57,5
Total des provisions	528,6 \$	520,2 \$
Tranche courante	421,9	408,6
Tranche non courante	106,7	111,6
Total des provisions	528,6 \$	520,2 \$

Les provisions relatives aux produits vendus comprennent les provisions au titre des garanties régulières sur les produits vendus, les provisions au titre de la responsabilité de produits et les provisions liées aux programmes de ventes offerts par la Société à ses Clients en vue de soutenir les activités de vente au détail.

La tranche non courante des provisions est principalement attribuable aux provisions relatives aux produits vendus.

Les variations des provisions s'établissent comme suit :

	Provisions relatives aux produits vendus	Restructuration	Autres	Total
Solde au 31 janvier 2019	462,1 \$	0,6 \$	57,5 \$	520,2 \$
Montant passé en charges au cours de la période	311,1	2,3	9,6	323,0
Montant versé au cours de la période	(303,7)	(0,6)	(9,1)	(313,4)
Montant ayant fait l'objet d'une reprise au cours de la période	(0,4)	—	(0,1)	(0,5)
Effet des variations des taux de change	(1,9)	0,1	—	(1,8)
Désactualisation et effet de la variation des estimations d'actualisation	1,1	—	—	1,1
Solde au 31 juillet 2019	468,3 \$	2,4 \$	57,9 \$	528,6 \$



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

9. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les autres passifs financiers de la Société s'établissent comme suit :

	31 juillet 2019	31 janvier 2019
Programmes de retenues des concessionnaires et dépôts des clients	118,1 \$	96,9 \$
Montant à payer à Bombardier Inc.	22,3	22,3
Instruments financiers dérivés	7,0	8,9
Montant à payer à une société de gestion de régimes de retraite	1,1	2,3
Autres	7,3	6,3
Total des autres passifs financiers	155,8 \$	136,7 \$
Tranche courante	128,1	108,3
Tranche non courante	27,7	28,4
Total des autres passifs financiers	155,8 \$	136,7 \$

La tranche non courante est principalement constituée du montant à payer à Bombardier Inc. à l'égard de l'indemnisation liée à l'impôt.

10. DETTE À LONG TERME

Au 31 juillet 2019 et au 31 janvier 2019, les dates d'échéance, les taux d'intérêt, les montants nominaux restants dus et les valeurs comptables de la dette à long terme s'établissaient comme suit :

						31 juillet 2019
	Échéance	Taux d'intérêt contractuel	Taux d'intérêt effectif	Montant nominal restant dû		Valeur comptable
Facilité à terme	Mai 2025	4,23 %	4,23 %	891,0	\$ US	1 171,1 \$
	Mai 2025	4,76 %	5,06 %	335,0	\$ US	433,8 \$ ^[a]
Emprunts à terme	Déc. 2019 à déc. 2030	0,75 % à 1,75 %	1,00 % à 4,67 %	30,5	€	39,4
Total de la dette à long terme						1 644,3 \$
Tranche courante						19,6
Tranche non courante						1 624,7
Total de la dette à long terme						1 644,3 \$

^[a] Déduction faite des coûts de transaction non amortis de 6,5 millions de dollars.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

10. DETTE À LONG TERME [SUITE]

						31 janvier 2019
	Échéance	Taux d'intérêt contractuel	Taux d'intérêt effectif	Montant nominal restant dû		Valeur comptable
Facilité à terme	Mai 2025	4,50 %	4,50 %	895,5	\$ US	1 176,9 \$
Emprunts à terme	Déc. 2019 à déc. 2028	0,75 % à 1,75 %	1,00 % à 4,67 %	21,6	€	29,5
Obligations en vertu de contrats de location-financement	Janv. 2021 à déc. 2030	8,00 %	8,00 %	11,7	\$	9,1
Total de la dette à long terme						1 215,5 \$
Tranche courante						18,4
Tranche non courante						1 197,1
Total de la dette à long terme						1 215,5 \$

Le tableau suivant illustre les variations de la dette à long terme durant le semestre terminé le 31 juillet 2019 :

	Valeur comptable au 31 janvier 2019	Tableaux des flux de trésorerie		Changement sans contrepartie de trésorerie		Valeur comptable au 31 juillet 2019
		Émission	Remboursement	Effet des variations des taux de change	Autres	
Facilité à terme	1 176,9 \$	440,1 \$	(6,0) \$	0,4 \$	(6,5) \$	1 604,9 \$
Emprunts à terme	29,5	13,9	(0,4)	(1,2)	(2,4)	39,4
Obligations en vertu de contrats de location- financement	9,1	—	—	—	(9,1) ^[a]	—
Total	1 215,5 \$	454,0 \$	(6,4) \$	(0,8) \$	(18,0) \$	1 644,3 \$

^[a] Les obligations en vertu de contrats de location-financement ont été incluses dans les obligations locatives dans le cadre de l'adoption d'IFRS 16 (se reporter à la note 6).

a) Facilité à terme

Le 23 juillet 2019, la Société a modifié sa facilité à terme afin d'y ajouter une nouvelle tranche de 335,0 millions de dollars américains, ce qui porte le montant en capital total à 1 235,0 millions de dollars américains (la « facilité à terme »). L'échéance de mai 2025 demeure inchangée. La Société a engagé des coûts de transaction de 6,5 millions de dollars, qui sont compris dans la valeur comptable de la facilité à terme et amortis sur la durée prévue de cette facilité, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 juillet 2019, les coûts d'emprunt en vertu de la nouvelle tranche de la facilité à terme s'établissaient comme suit :

- i) au taux LIBOR majoré de 2,50 % par année, le taux LIBOR minimal étant de 0,00 %, ou
- ii) au taux de base américain majoré de 1,50 %, ou
- iii) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,50 %.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

10. DETTE À LONG TERME [SUITE]

Conformément à la facilité à terme, les coûts d'emprunt au taux de base américain ou au taux préférentiel des États-Unis ne peuvent être inférieurs aux coûts d'emprunt au taux LIBOR.

La Société est tenue de rembourser chaque trimestre au moins 0,25 % du montant nominal de 1 235,0 millions de dollars américains. Par conséquent, la Société a remboursé un montant de 4,5 millions de dollars américains (6,0 millions de dollars) au cours du semestre terminé le 31 juillet 2019. En outre, dans l'éventualité où la Société affichait une situation de trésorerie excédentaire à la fin de l'exercice et un ratio de levier financier supérieur à un certain seuil, elle pourrait être tenue de rembourser une partie de la facilité à terme.

b) Emprunts à terme

Au cours du semestre terminé le 31 juillet 2019, la Société a conclu une convention d'emprunt à terme assortie de taux d'intérêt favorables en vertu d'un programme du gouvernement autrichien. Ce programme soutient les projets de recherche et développement en fonction des charges engagées par la Société en Autriche. L'emprunt à terme, dont le montant nominal s'élève à 10,5 millions d'euros (15,9 millions de dollars), porte intérêt à un taux initial de 0,95 % qui grimpera à 1,12 %, et vient à échéance en décembre 2030. La Société a comptabilisé une subvention de 1,9 million d'euros (2,8 millions de dollars) à titre de réduction des frais de recherche et développement, ce qui représente l'écart entre la juste valeur de l'emprunt à terme au moment de la conclusion de l'entente et la trésorerie reçue.

11. CAPITAL SOCIAL

Les variations du capital social émis et en circulation s'établissaient comme suit :

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Actions à droit de vote subalterne		
Solde au 31 janvier 2019	43 040 023	213,4 \$
Émises à l'exercice d'options sur achat d'actions	102 391	3,4
Émises en échange d'actions à droit de vote multiple	3 239 713	0,3
Rachetées dans le cadre de l'importante offre publique de rachat	(6 342 494)	(30,3)
Rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(745 300)	(3,7)
Solde au 31 juillet 2019	39 294 333	183,1 \$
Actions à droit de vote multiple		
Solde au 31 janvier 2019	54 101 384	4,4 \$
Échangées contre des actions à droit de vote subalterne	(3 239 713)	(0,3)
Solde au 31 juillet 2019	50 861 671	4,1 \$
Total des actions en circulation au 31 juillet 2019	90 156 004	187,2 \$



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

11. CAPITAL SOCIAL [SUITE]

a) Importante offre publique de rachat

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2019, la Société a racheté 6 342 494 actions à droit de vote subalterne à la suite de la réalisation de son importante offre publique de rachat, pour une contrepartie totale de 300,0 millions de dollars, dont une tranche de 29,4 millions de dollars représente la valeur comptable des actions rachetées et une tranche de 270,6 millions de dollars représente le montant imputé aux pertes accumulées. Avant la réalisation de l'importante offre publique de rachat, le groupe Beaudier et Bain Capital avaient respectivement converti 1 836 170 et 1 403 543 actions à droit de vote multiple en un nombre équivalent d'actions à droit de vote subalterne. Ces actions converties ont été rachetées dans le cadre de l'importante offre publique de rachat. La Société a engagé des frais et des charges de 1,0 million de dollars (0,9 million de dollars, déduction faite de l'économie d'impôt de 0,1 million de dollars) relativement à l'importante offre publique de rachat, lesquels ont été comptabilisés dans le capital social.

b) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 22 mars 2019, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat aux fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 170 403 de ses actions à droit de vote subalterne en circulation. Au cours du semestre terminé le 31 juillet 2019, la Société a racheté un total de 745 300 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie totale de 30,0 millions de dollars.

Une tranche de 3,7 millions de dollars de la contrepartie totale de 30,0 millions de dollars représente la valeur comptable des actions rachetées et une tranche de 26,3 millions de dollars représente le montant imputé aux pertes accumulées.

12. RÉGIME D'OPTIONS SUR ACHAT D' ACTIONS

Au cours des semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018, la Société a attribué respectivement 1 184 200 et 862 750 options sur achat d'actions aux employés et aux dirigeants admissibles visant l'acquisition d'actions à droit de vote subalterne, à un prix d'exercice moyen de 46,15 \$ et de 61,88 \$, respectivement. La juste valeur des options à la date d'attribution s'est respectivement chiffrée à 13,36 \$ et à 18,72 \$. L'acquisition des droits relatifs à ces options sur achat d'actions est liée au passage du temps, et les droits relatifs à 25 % des actions seront acquis lors des premier, deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution. Les options sur achat d'actions ont une durée de 10 ans, à la fin de laquelle elles expireront.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

13. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle se présente comme suit :

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2019	Secteur Groupe sports motorisés	Secteur Groupe marin	Éliminations intersectorielles	Total
Revenus	1 337,1 \$	126,4 \$	(4,0) \$	1 459,5 \$
Coût des ventes	1 026,6	109,1	(4,0)	1 131,7
Marge brute	310,5	17,3	—	327,8
Total des charges d'exploitation				217,9
Bénéfice d'exploitation				109,9
Frais financiers				21,2
Produits financiers				(0,8)
Gain de change sur la dette à long terme				(25,3)
Bénéfice avant impôt				114,8
Charge d'impôt				21,5
Bénéfice net				93,3 \$

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2018	Secteur Groupe sports motorisés	Secteur Groupe marin	Éliminations intersectorielles	Total
Revenus	1 086,0 \$	128,8 \$	(7,8) \$	1 207,0 \$
Coût des ventes	825,6	109,1	(7,8)	926,9
Marge brute	260,4	19,7	—	280,1
Total des charges d'exploitation				177,3
Bénéfice d'exploitation				102,8
Frais financiers				25,6
Produits financiers				0,7
Perte de change sur la dette à long terme				17,3
Bénéfice avant impôt				59,2
Charge d'impôt				18,2
Bénéfice net				41,0 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

13. INFORMATION SECTORIELLE [SUITE]

Pour le semestre terminé le 31 juillet 2019	Secteur Groupe sports motorisés	Secteur Groupe marin	Éliminations intersectorielles	Total
Revenus	2 524,8 \$	277,7 \$	(9,3) \$	2 793,2 \$
Coût des ventes	1 927,6	246,5	(9,3)	2 164,8
Marge brute	597,2	31,2	—	628,4
Total des charges d'exploitation				429,5
Bénéfice d'exploitation				198,9
Frais financiers				41,9
Produits financiers				(1,6)
Perte de change sur la dette à long terme				0,4
Bénéfice avant impôt				158,2
Charge d'impôt				41,1
Bénéfice net				117,1 \$

Pour le semestre terminé le 31 juillet 2018	Secteur Groupe sports motorisés	Secteur Groupe marin	Éliminations intersectorielles	Total
Revenus	2 119,3 \$	242,2 \$	(17,8) \$	2 343,7 \$
Coût des ventes	1 601,4	198,4	(17,8)	1 782,0
Marge brute	517,9	43,8	—	561,7
Total des charges d'exploitation				372,7
Bénéfice d'exploitation				189,0
Frais financiers				39,7
Produits financiers				(1,9)
Perte de change sur la dette à long terme				58,8
Bénéfice avant impôt				92,4
Charge d'impôt				38,0
Bénéfice net				54,4 \$



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

14. BÉNÉFICE PAR ACTION

a) Bénéfice de base par action

Le bénéfice de base par action s'établit comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	93,4 \$	40,7 \$	117,4 \$	54,0 \$
Nombre moyen pondéré d'actions	95 889 145	98 375 473	96 430 860	99 479 355
Bénéfice par action – de base	0,97 \$	0,41 \$	1,22 \$	0,54 \$

b) Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action s'établit comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	93,4 \$	40,7 \$	117,4 \$	54,0 \$
Nombre moyen pondéré d'actions	95 889 145	98 375 473	96 430 860	99 479 355
Incidence dilutive des options sur achat d'actions	997 460	1 563 184	900 537	1 417 682
Nombre moyen pondéré d'actions dilutives	96 886 605	99 938 657	97 331 397	100 897 037
Bénéfice par action – dilué	0,96 \$	0,41 \$	1,21 \$	0,54 \$

15. REVENUS

Les revenus se répartissent comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Groupe sports motorisés				
Produits toutes saisons	734,6 \$	554,0 \$	1 361,6 \$	1 080,6 \$
Produits saisonniers	428,5	384,6	803,9	735,0
PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	173,7	147,1	358,7	303,0
Groupe marin	122,7	121,3	269,0	225,1
Total	1 459,5 \$	1 207,0 \$	2 793,2 \$	2 343,7 \$



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

15. REVENUS [SUITE]

Le tableau suivant présente des renseignements d'ordre géographique à l'égard des revenus de la Société. La répartition des revenus est fondée sur l'emplacement des clients.

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
États-Unis	834,0 \$	686,9 \$	1 574,5 \$	1 310,8 \$
Canada	248,5	188,2	431,3	351,1
Europe de l'Ouest	110,8	97,8	227,5	202,0
Scandinavie	59,6	55,8	163,1	141,2
Asie-Pacifique	97,2	95,4	159,7	156,9
Europe de l'Est	49,5	28,9	115,1	66,3
Amérique latine	29,5	26,6	61,7	56,8
Mexique	27,6	24,9	56,1	54,2
Autres	2,8	2,5	4,2	4,4
	1 459,5 \$	1 207,0 \$	2 793,2 \$	2 343,7 \$

16. AUTRES CHARGES (REVENUS) D'EXPLOITATION

Les autres charges (revenus) d'exploitation se répartissent comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Perte découlant d'un litige	0,2 \$	0,2 \$	0,4 \$	0,8 \$
Coûts de restructuration	2,3	—	2,3	—
(Gain) perte de change sur les éléments du fonds de roulement	(2,9)	3,7	8,5	20,8
(Gain) perte sur les contrats de change à terme	3,8	(5,9)	(3,5)	(15,4)
Autres	0,9	0,2	1,3	0,1
Total	4,3 \$	(1,8) \$	9,0 \$	6,3 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

17. FRAIS FINANCIERS ET PRODUITS FINANCIERS

Les frais financiers et les produits financiers se répartissent comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Intérêts sur la dette à long terme	14,4 \$	12,5 \$	28,0 \$	23,6 \$
Coûts de transaction sur la dette à long terme	—	8,9	—	8,9
Intérêts et commissions d'engagement sur les facilités de crédit renouvelables	2,0	0,9	4,3	1,6
Intérêts sur les obligations locatives	2,2	—	4,4	—
Intérêts nets sur les passifs découlant des avantages sociaux futurs du personnel	1,5	1,5	3,1	2,9
Pertes au titre des garanties financières	0,1	0,7	0,2	0,8
Désactualisation de provisions	0,4	0,7	1,1	1,1
Autres	0,6	0,4	0,8	0,8
Frais financiers	21,2	25,6	41,9	39,7
Produits financiers	(0,8)	0,7	(1,6)	(1,9)
Total	20,4 \$	26,3 \$	40,3 \$	37,8 \$

18. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt se répartit comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Charge d'impôt exigible				
Pour l'exercice considéré	23,4 \$	22,2 \$	52,3 \$	56,0 \$
Pour des exercices antérieurs	0,9	0,6	1,3	0,2
	24,3	22,8	53,6	56,2
Économie d'impôt différé				
Différences temporaires	1,1	(7,1)	(11,9)	(26,4)
Incidence des modifications des taux d'imposition sur l'impôt différé	(1,0)	0,1	(0,8)	0,4
Augmentation (diminution) de la réduction de valeur	(2,9)	2,4	0,2	7,8
	(2,8)	(4,6)	(12,5)	(18,2)
Charge d'impôt	21,5 \$	18,2 \$	41,1 \$	38,0 \$



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

18. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT [SUITE]

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi au Canada et de la charge d'impôt comptabilisée s'établit comme suit :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Impôt calculé selon les taux prévus par la loi	30,5 \$	26,6 %	15,8 \$	26,7 %
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :				
Écart de taux d'imposition des filiales à l'étranger	(3,2)	(2,3)	(3,1)	(2,4)
Incidence des modifications des taux d'imposition sur l'impôt différé	(1,0)	0,1	(0,8)	0,4
Augmentation (diminution) de la réduction de valeur	(2,9)	2,4	0,2	7,8
Comptabilisation de l'impôt sur l'écart de change	0,5	(0,5)	(0,6)	(1,2)
Différences permanentes ^[a]	(2,9)	3,0	2,0	8,7
Ajustements à l'égard d'exercices antérieurs	0,2	(0,6)	0,5	(0,7)
Autres	0,3	0,3	0,8	0,7
Charge d'impôt	21,5 \$	18,2 \$	41,1 \$	38,0 \$

^[a] Les différences permanentes découlent principalement (du gain) de la perte de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains.

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des instruments financiers de la Société tient compte du risque de crédit que comporte l'instrument. Dans le cas des actifs financiers, le risque de crédit de la contrepartie est pris en compte, tandis que, pour les passifs financiers, le risque de crédit de la Société est pris en compte.

Pour déterminer la juste valeur de ses instruments financiers, la Société utilise, lorsqu'il existe un marché actif, les cours de ce marché (la juste valeur de « niveau 1 »). Lorsque des cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation. Lorsque les données d'entrée utilisées en vertu de ces techniques d'évaluation sont seulement des données d'entrée qui peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, la juste valeur est présentée comme juste valeur de « niveau 2 ». Si la juste valeur est évaluée au moyen de données d'entrée qui requièrent des jugements importants de la Société pour l'interprétation des données du marché et le calcul des estimations, la juste valeur est présentée comme juste valeur de « niveau 3 ». En ce qui concerne la juste valeur de niveau 3, l'utilisation de méthodes différentes pour établir des hypothèses ou des estimations peut avoir une incidence significative sur les justes valeurs estimées.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

19. INSTRUMENTS FINANCIERS [SUITE]

Le niveau de la juste valeur, la valeur comptable et la juste valeur des placements à utilisation restreinte, des instruments financiers dérivés et de la dette à long terme s'établissent comme suit :

	Au 31 juillet 2019		
	Niveau de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à utilisation restreinte (note 4)	Niveau 2	16,1 \$	16,1 \$
Instruments financiers dérivés			
Contrats de change à terme			
Favorables (note 4)		5,2 \$	5,2 \$
(Défavorables)		(5,3)	(5,3)
Swap de taux d'inflation		(1,7)	(1,7)
	Niveau 2	(1,8) \$	(1,8) \$
Dette à long terme (y compris la tranche courante)			
Facilité à terme (note 10)	Niveau 1	(1 604,9) \$	(1 603,8) \$
Emprunts à terme (note 10)	Niveau 2	(39,4)	(41,2)
		(1 644,3) \$	(1 645,0) \$

En ce qui concerne la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les facilités de crédit renouvelables, les fournisseurs et charges à payer, les programmes de retenues des concessionnaires et les dépôts des clients, la valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière ou dans les notes se rapproche de la juste valeur de ces éléments en raison de leur nature à court terme.

b) Risque de liquidité

Le tableau suivant résume les versements exigibles au titre de passifs financiers au 31 juillet 2019, selon la date d'échéance contractuelle.

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant total
Fournisseurs et charges à payer	1 028,4 \$	— \$	— \$	— \$	1 028,4 \$
Dette à long terme (y compris les intérêts)	91,0	179,0	179,3	1 614,0	2 063,3
Obligations locatives (y compris les intérêts)	37,1	67,4	48,9	105,1	258,5
Instruments financiers dérivés	5,3	—	1,7	—	7,0
Autres passifs financiers (y compris les intérêts)	122,8	1,3	0,1	24,6	148,8
Total	1 284,6 \$	247,7 \$	230,0 \$	1 743,7 \$	3 506,0 \$



BRP inc.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres et les semestres terminés les 31 juillet 2019 et 2018

[non audité]

[Les montants indiqués dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.]

20. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 1^{er} août 2019, la Société a annoncé la conclusion de l'acquisition de 80 % des actions en circulation de Telwater Pty Ltd (« Telwater »). Telwater est située à Coomera, dans le Queensland (Australie), et fabrique des bateaux en aluminium sous des marques comme Quintrex, Stacer, Savage et Yellowfin Plate.

En raison du court laps de temps entre la conclusion de la transaction et la publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, certaines informations requises à l'égard des regroupements d'entreprises en vertu d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, principalement la répartition préliminaire du prix d'achat, n'ont pas été fournies étant donné que ces informations ne sont pas encore disponibles. La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

